

CAMINANDO

BULLETIN D'INFORMATION

VOL. II No. 4 NOV. 1981



PORT DE RETOUR GARANTI :

COMITÉ CHRÉTIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE

4725, rue St-Denis, suite 1, Montréal, Québec H2T 2L5

tél: 845-0511

EDITORIAL

Cinquième pays du monde pour la superficie (8,5 millions de km²), sixième pour la population (120 millions d'habitants), le Brésil est aussi la première puissance économique de l'Amérique latine. Le "miracle économique" des années 1964-1975 n'a été possible qu'en maintenant une dictature militaire qui a imposé la compression des salaires et maintenu la majorité des habitants dans le ghetto de la pauvreté, tandis qu'elle ouvrait largement les portes aux capitaux étrangers. C'est au cours de cette période qu'ont été mises en place les institutions de l'Etat bureaucratique autoritaire qui, par la censure et la répression a étouffé toute revendication populaire.

Mais la conjoncture économique devenant moins favorable, la critique du régime par les secteurs libéraux, puis par la classe moyenne, les travailleurs et l'Eglise, s'est faite plus vive, contraignant le gouvernement à s'engager dans la voie de la démocratisation.

Que faut-il espérer de cette détente? Certes l'autoritarisme "pur" ne règne plus mais seules les élites participent à la vie politique et ne semblent pas prêtes d'admettre une large participation populaire. Une véritable démocratisation de l'Etat ne pourra se réaliser sans qu'intervienne aussi un processus de transformation sociale.

Cerner le Brésil en quelques pages est tout à fait impossible même si nous avons décidé de publier deux "Caminando" sur le sujet. C'est avec la conscience de grandes lacunes que nous vous proposons ce survol, qui à la différence des agences de tourisme, ne vantera pas Rio la superbe, le futurisme de Brasilia, le soccer qui remplit les stades ou l'éternelle gaîté des Brésiliens dansant au rythme de la samba.

Derrière ces clichés trompeurs, nous avons tenté de voir les manifestations les plus flagrantes d'un capitalisme sauvage assorti d'une dictature, qui ensemble marginalisent un peuple dont le seul droit est de souffrir sans murmure.

BRESIL: l'histoire en bref...

Selon la tradition, le navigateur portugais Cabral fut en 1500, le premier à accoster sur le littoral brésilien. Le Brésil demeura donc une colonie portugaise jusqu'à la proclamation de l'indépendance en 1822.

Après un intermède monarchique d'un demi-siècle, la République fut proclamée. Elle fonctionna tant bien que mal avec son cortège de soulèvements militaires jusqu'à la crise économique de l'entre-deux guerres. C'est alors que dans un climat révolutionnaire les élections présidentielles portèrent au pouvoir Gétulio Vargas.

Vargas, président de 1930 à 1945 et de 1950 à 1954 fut le fondateur de l'"Etat nouveau", de tendance totalitaire. Opportuniste, prêt à tous les revirements, nullement gêné par ses contradictions, Vargas n'en a pas moins tenté d'améliorer le sort des masses et de freiner la main-mise américaine sur l'économie du pays. Mais les militaires qui avaient favorisé son ascension, vont être responsa-

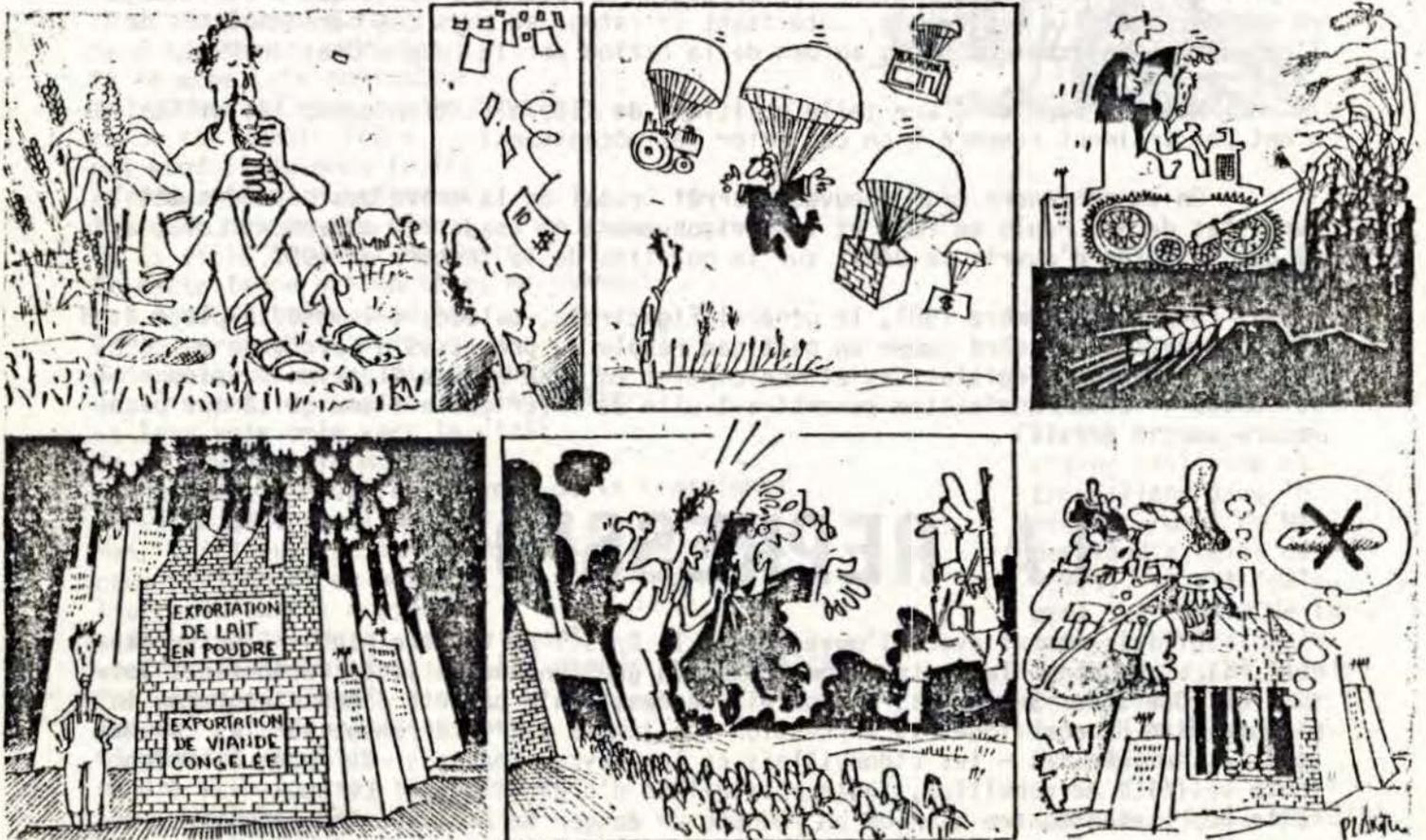
bles de sa démission, car au sein de l'armée la tendance pro-américaine et anti-communiste l'emporte désormais sur la tendance légaliste et nationaliste.

Après Vargas, le Brésil s'est engagé sur la voie de la démocratisation. Les réformes des présidents successifs ont fini par inquiéter vivement la bourgeoisie d'affaires et les grands propriétaires, et par exaspérer l'armée.

Le gouvernement militaire

Accusé de favoriser l'infiltration communiste Joao Goulart est renversé par un coup d'Etat militaire en mars 1964. La répression qui accompagne le putsch est aberrante: emprisonnement des opposants, limogeage de milliers de fonctionnaires, perte des droits civiques pour des centaines de personnalités. Elle ne sera pourtant qu'un avant-goût des méthodes brutales pratiquées par l'armée, qui au fil des mois, vont s'intensifier pour plonger le Brésil dans une dictature féroce au nom de la doctrine de la "Sécurité nationale".

Pour les idéologues de l'Ecole Supérieure de guerre, dont le plus illustre représentant est le général Golbery, l'antagonisme entre l'Occident démocratique et chrétien d'un côté, et l'Orient communiste et matérialiste de l'autre, fait peser une terrible menace sur le monde libre, menace qui interdit toute neutralité, car elle peut provenir aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur du pays. Il est donc primordial de sauver la patrie en menant une guerre totale contre l'ennemi infiltré partout. Telle est en gros cette fameuse doctrine de la sécurité nationale. La guerre totale autorise et justifie le caractère totalitaire du pouvoir de l'Etat aux mains des Forces armées. L'économie, la politique, la justice, l'éduca-



(tiré du Monde Diplomatique)

tion, la morale, la religion sont subordonnées au développement du pouvoir national, et cet objectif légitime du même coup les mesures d'exception telles qu'état de siège, répression et torture.

Concrètement de 1964 à 1979, la population brésilienne a été privée des libertés fondamentales et a vécu dans la terreur: interdiction des partis politiques à l'exception de l'ARENA (l'Alliance rénovatrice nationale) porte-parole des militaires, et du MDB (le Mouvement démocratique brésilien) seul moyen d'expression de l'opposition toléré par le régime; dissolution des ligues agraires; musèlement des syndicats; surveillance des universités; censure et violation permanente des droits humains, l'instrument privilégié de la dictature étant l'Acte institutionnel No 5 publié en 1968 qui autorise le Président à suspendre le Congrès et lui donne le pouvoir de supprimer les droits civiques de tout citoyen ainsi que de confisquer ses biens.

C'est au prix de la violence que le régime peut organiser la "paix des martyrisés" parmi les opposants, secondé d'ailleurs dans ses persécutions "légales" par des groupes parallèles agissant en toute impunité (Escadrons de la mort). Ce qui n'empêchait pas le président Geisel de déclarer en 1977 "nous vivons en liberté. Et je répète ce que j'ai dit maintes fois: seuls sont privés de liberté ceux qui veulent l'utiliser pour détruire la nation."

L'ouverture

Malgré l'implacable filet policier qui étouffait la population, des voix de l'intérieur se sont élevées pour dénoncer le régime, et à l'extérieur les attaques sont devenues si vives que le président Carter a jugé bon d'inscrire le Brésil sur la liste noire des pays qui jusqu'ici bénéficiaient de l'aide américaine. Soucieux de préserver leur image de marque aux Etats-Unis, les militaires ont alors entrepris de libéraliser le régime. Le processus d'ouverture politique a été inauguré par une amnistie restreinte, autorisant le retour au pays des personnalités de l'opposition injustement mises au ban de la nation par le Coup d'Etat de 1964.

Mais qu'espérer d'une telle politique de libéralisation quand les militaires n'ont pas vraiment renoncé à en contrôler les mécanismes?

On en retiendra pour preuves l'arrêt brutal de la grève des ouvriers métallurgistes de Sao Paulo en 1980 et l'emprisonnement du leader du mouvement Lula, ainsi que le refus d'ouvrir le débat sur la question de la torture en 1981.

Depuis septembre 1981, le général Figueiredo, malade, a laissé sa place à un civil, Chaves, considéré comme un partisan résolu du processus d'ouverture qui prévoit des élections législatives et municipales en 1982 et une élection présidentielle en 1984. Cette nomination permettra-t-elle de lever enfin l'ambiguïté qui plane encore sur le Brésil?

LA REPRESSION

Officiellement avec "l'ouverture", le Brésil ne torture plus. Plus exactement, il a abandonné la torture comme mode de gouvernement à la différence des voisins du cône sud. Seulement, l'appareil répressif n'a pas été démonté et, même en période dite démocratique, la répression n'a jamais été interrompue sur les couches sociales inférieures - les bidonvillois et les paysans pauvres - de façon à empêcher toute velléité de rébellion, toute possibilité d'organisation. Le seul fait d'une telle répression montre bien qu'on redoute un danger de mobilisation populaire, même si la peur est plus grande que le danger réel. Gouverner, c'est prévoir (.....)

Le tristement célèbre "escadron de la mort" et autres paramilitaires sévisent toujours. Dans les quartiers populaires, on chasse le "bandit", le "délinquant" ou jugé tel. A Rio, on retrouve toujours des corps torturés dans le grand bidonville Baixa Fluminense, refuge de la misère et du chômage. De janvier à octobre 1980, on a compté, dans cette seule banlieue, 637 morts, victimes de la violence et on évalue à 20% le nombre des habitants victimes des exactions de la police. On continue à "brûler les archives", ce qui, dans la langue imagée de Rio, équivaut à faire disparaître les témoins.

(extrait du livre "Le mal-développement en Amérique Latine", éd. du Seuil, 1981.)

POESIE

CAIN PARMI NOUS

Tu es toujours le fratricide,
 en ce siècle vingtième.
 Tu es le même ambitieux
 assoiffé de profit.
 Tu chasses le fils de la terre,
 pour mieux mettre la main sur cinq mille hectares.
 Tu as tiré froidement, encore,
 comme en ce jour maudit
 où tu appelas Abel: "Allons faire un tour!"
 Et d'un coup, en traître,
 tu répandis le sang innocent,
 ton semblable auprès du Seigneur.
 Tu es toujours le cruel,
 dans les terres allouées.
 Et le même Cain dominateur.
 Tu refuses de regarder le paysan
 comme ton humble frère
 qui produit de bons fruits
 en travaillant honnêtement
 la terre donnée par Dieu.
 Tu as violé le droit du juste.
 Et cette terre prisonnière, maintenant,
 est devenue terre maudite.
 Cette terre qui s'ouvre
 pour boire la sueur et le sang
 de l'indien, du paysan, du journalier.
 Et leur voix crie vers le ciel!
 Tu es toujours le menteur
 qui cherche à étouffer la voix de la conscience.
 Tu es le même vieil homme...
 Mais voici que, déjà, se lève à travers champs,
 ceux de faim et de mort,
 l'accusation des croyants
 contre les grands et les puissants,
 contre les spéculateurs et les grands propriétaires:
 "où est ton frère?"
 Impossible d'échapper au juge!
 Ni domaine sans fin
 ni les beaux titres ni le pouvoir
 ne pourront acheter la justice
 du juste Juge qui vient.



Le "psaume" ci-contre était écrit en juillet 1979 par un jeune missionnaire laïc Nicola Arponi. D'origine italienne et travaillant dans le secteur rural de Wandering lândia (Etat de Goiás), il est également secrétaire de la commission pastorale de la terre, de l'épiscopat Brésilien pour la région d'Araguaia-Tocantino.

(source: DIAL, 585-3/3)

MEDITATION SUR UN SUICIDE

Il but la dernière gorgée, puis reposa calmement la tasse à café sur le bar. De son geste habituel de la main gauche, il remonta ses grosses lunettes sur le nez. Me regarda longuement, sans rien dire, de son regard brun presque noir, grave, mais tellement distant, lointain, comment dire... tellement autre.

Dehors, sur le grand boulevard parisien, le va-et-vient incessant et bruyant des voitures étirait un univers affolé, enfiévré. Il me serra la main avec force, comme à l'accoutumée. Se fondit sans hâte parmi les passants. Je le regardais s'éloigner. En écho, obstinées, obsédantes telle une planche de salut devenue plomb qui s'enfonce dans les hautes eaux, me revenaient ses ultimes paroles de l'après-midi: "Tu vois, Carlos, je suis en agonie. Il y a des agonies qui servent à quelque chose, comme celle du Christ. La mienne ne sert à rien." Ce devait être notre dernière rencontre.

L'année suivante, le 10 août 1974, il était retrouvé mort, "entre terre et ciel", le corps refroidi, quelque part dans la région du couvent de l'Arbresle, près de Lyon. Tito de Alencar Lima, 28 ans, brésilien, militant étudiant, religieux dominicain, arrêté, emprisonné, torturé, banni de son pays, venait d'arriver au terme d'une agonie commencée quatre ans et six mois plus tôt.

Pourquoi, en moi, ce besoin impérieux de parler de cet homme, un ami? Sans doute parce que trop de liens me rattachent au Brésil pour que je me taise. Mais aussi parce qu'il est la photographie saisissante de l'homme en quête d'humanité.

A l'égal de nombreux jeunes de son époque et de son pays, Tito militait en milieu étudiant. Il exerçait même des responsabilités régionales; à ce titre il participa, en 1968, à un congrès interdit par la police; il fut arrêté et mis en procès. Parallèlement à un choix politique de gauche, son cheminement religieux l'avait conduit à vivre plus radicalement la foi: en 1966, il entra chez les Dominicains; il fut impliqué dans ce qu'on a appelé "l'affaire Marighela": du nom du chef de la guérilla urbaine de Sao-Paulo, tué par la police en novembre 1969, au cours d'une opération dans laquelle des Pères Dominicains "auraient" servi d'appât.

Ce fut à ce double titre, d'étudiant et de religieux, que Tito entra en novembre 1969, et commença de mourir en février 1970.

A deux reprises, en effet, il fait l'expérience de la destruction intérieure produite par la haine des tortionnaires. Dans un récit en prison après février 1970, il raconte de façon détaillée les trois jours de supplices qu'il infligèrent alors des militaires, le capitaine Albernaz en tête: il était, aux dires des tortionnaires, dans "la succursale de l'enfer". "Au bout du troisième jour de tortures, raconte-t-il, à un certain moment le capitaine Albernaz me fit ouvrir la bouche pour recevoir le sacrement de l'Eucharistie. Ils y introduisirent un fil électrique. Ma bouche se mit à enfler considérablement, m'empêchant de parler normalement. Ils proféraient des injures envers l'Eglise, disant que les prêtres sont des homosexuels puisqu'ils ne se marient pas..." Et plus loin il ajoute: "ils me déclarèrent que tout cela n'était que l'avant-première de ce qui allait arriver aux dominicains. Ils avaient l'intention de me laisser pendu toute la nuit au "perchoir-à perroquet", mais le capitaine Albernaz objecta: "Non, ce n'est pas la peine. Il restera ici avec nous quelques jours. S'il ne parle pas, il sera brisé de l'intérieur, car nous savons faire les choses sans laisser de traces visibles. S'il survit, il n'oubliera jamais plus le prix de son audace".

Brisé physiquement, anéanti psychologiquement, sacrifié spirituellement, il envisagea la mort. Au quatrième jour, il s'ouvre le poignet gauche. Il sera sauvé

in extremis par ses propres tortionnaires.

Ce jour-là commence une agonie qui se terminera en France, quatre ans et demi plus tard. Un long chemin qui allait passer par sa comparution devant le tribunal militaire de Sao-Paulo en octobre 1970: je le revois encore dans la salle d'audience, perdu dans un fauteuil trop grand, sous le signe agressif d'un grand crucifix accroché au mur derrière le président en uniforme, répondant doucement aux questions du juge, élevant enfin la voix pour exiger de raconter publiquement ses séances de torture malgré les tentatives du juge pour l'empêcher de parler ou le traiter, en termes judiciaires, de menteur. Un long chemin qui allait passer ensuite par sa libération subite, en 1971, en échange d'un ambassadeur séquestré; par le bannissement du pays, mesure qui l'affectera profondément; par son exil, enfin, au Chili puis en France où il accepte de se fixer.

Mais les paroles "prophétiques" du capitaine prenaient forme. La présence physique de ses tortionnaires n'était pas nécessaire: il n'oubliait jamais plus, il était brisé de l'intérieur. Etrangement, ce n'était pas l'image du capitaine Albernaz qui le poursuivait sans trêve ou lui dictait sa conduite. C'était celle du commissaire Fleury, le chef du trop célèbre Escadron de la Mort de Sao-Paulo, le responsable de ses tortures en novembre 1969. La lente identification entre la victime et le bourreau s'opérait inexorablement: Tito perdait l'une après l'autre ses sécurités psychologiques, affectives, spirituelles. Certains prétendaient qu'il devenait fou, halluciné. Pour ma part, je ne sais. Je sais seulement que chaque fois que je le rencontrais, c'était au contraire sa lucidité, son extrême lucidité qui me saisissait et, chaque fois me brisait à mon tour.

"Si mon âme est morte, qui la ressuscitera?", jetait-il en cri silencieux dans un poème écrit au couvent de l'Arbresle, au cours de ses "nuits obscures". Abandonné, il ne lui restait plus que le choix du moment et des moyens pour en finir: il se pendit. Et cette fois, personne n'était là pour l'arracher à ses ténèbres.

QUELLE EST LA PAROLE DE TON SILENCE?

Je suis seul
 Dans un monde
 Je ne sais quel monde
 D'incertitude peut-être
 Mais aussi d'espérance
 De te voir un jour face à face
 Comme je voudrais te voir
 Et te demander uniquement
 Que veux-tu de moi?
 Est-ce que par hasard
 tu ne m'as pas appelé à vivre?
 Et pourquoi m'abandonnes-tu?
 Ou bien est-ce que mes oreilles
 sont déjà sourdes à ta voix?
 Voix du silence
 Quelle est la parole de ton silence.

(L'ARBRESLE, 1973-74, extraits
 d'un poème de Tito publié dans
 la brochure "Tito").



Aujourd'hui, Tito est mort. Son nom ne sera pas inscrit dans les légendes dorées des saints. Il n'a pas vu les cieux ouverts, ni les anges monter et descendre

entre terre et ciel. Il n'a pas connu la belle mort qui édifie les vivants. Son chemin est passé par la solitude, par la désespérance de l'épaisseur humaine. Par la grande épreuve. Par l'échec. Sa lignée est celle des serviteurs souffrants de l'humanité.

Tito est mort. Seuls me restent de lui quelques billets griffonnés en hâte et où revient toujours le même mot, celui qui clôt l'Apocalypse: "Maranatha" Oh oui, viens, Seigneur Jésus! L'appel du pauvre, de l'humilié, de l'opprimé. La clameur de la foule immense des impurs, des ratés, des aigris, des agonisants. Le cri de ceux qui attendent la justice. Le chant des justes.

La mort de Tito n'est pas unique. Elle n'est que le reflet, combien douloureux, de la souffrance des millions de pauvres d'Amérique Latine dont la vie n'est qu'une attente de la mort. Elle est à travers les siècles, un écho des psaumes de la colère et de la vengeance de Dieu. Comme hier, le temps est venu d'abattre l'impie: l'homme pervers et destructeur de l'espoir humain. Le temps est venu de stigmatiser la folie haineuse de ceux qui ont assassiné Tito durant cinquante-deux mois, en se prévalant de la défense de la civilisation occidentale et chrétienne. Le temps est venu d'accuser publiquement les tortionnaires du Brésil et ceux du monde entier. Qui ose encore justifier la torture?

(cet article écrit par Charles Antoine est paru dans la revue PEUPLES DU MONDE no 78 en février '75'...six ans plus tard il continue de nous interpellier, il est toujours temps "d'abattre l'impie: l'homme pervers et destructeur de l'espoir humain".)

UN SURVOL HISTORIQUE SUR L'EGLISE DU BRÉSIL

Le Brésil: le plus grand pays d'Amérique latine, plus de la moitié du territoire continental, une population de quelque cent vingt millions d'habitants parlant tous la même langue, une fédération de vingt-deux Etats fort divers, un pays pilote à plus d'un égard et une Eglise qui, depuis quelques années, semble indiquer le chemin à d'autres Eglises, une Eglise très liée au destin historique de l'Amérique latine.

Lors de son voyage en 1980, le pape Jean-Paul II déclarait qu'il était très ému de tout ce qu'il avait vu et entendu en ce grand pays: "Comme Eglise, vous êtes une force sociale immense, une force capable de transformer ce pays. Vous devez faire du Brésil une nouvelle puissance mondiale qui établira un équilibre entre le régime communiste et le régime capitaliste..." En rapportant ces paroles, le théologien J.B. Libanio se demande: "Comment se fait-il que, représentée à Vatican II par un bloc d'évêques conservateurs (à quelques exceptions près) qui entravèrent les audaces théologiques de certains évêques européens, cette Eglise du Brésil en arrive maintenant à être un sujet de préoccupation pour ces mêmes Eglises européennes? En effet, quiconque a suivi le déroulement des campagnes menées en Europe contre la théologie et la pastorale de l'Amérique latine est amené à s'interroger sur ce renversement de la situation. Que s'est-il donc passé?"

Une telle question invite donc à regarder de plus près la trajectoire de cette Eglise, pour y découvrir les principales étapes de sa lente conversion. C'est la meilleure façon de découvrir l'originalité, mais aussi les fondements, de cette Eglise en train de naître du peuple.

une conversion par étapes

Le survol historique doit s'arrêter aux trois dernières étapes de l'histoire moderne du Brésil: la période populiste, de 1930 à 1955; la période dite "désarrolliste" (où l'on parle avec enthousiasme de "développement"), de 1955 à 1964; et enfin l'actuelle période militaire commencée en 1964. C'est en s'incarnant dans chacune de ces périodes que l'Eglise du Brésil a franchi les étapes qui l'ont amenée à ce qu'elle est aujourd'hui.



Pour une Eglise trop longtemps liée aux oligarchies, le dépassement du conservatisme fut long et difficile. Le populisme de Getulio Vargas favorisa la naissance d'une nouvelle chrétienté avec tous les faux rêves et les illusions qui s'y rattachèrent, mais il rendit également possible le rapprochement de l'Eglise vers les secteurs populaires.

Dès 1935, l'Action catholique fut organisée au niveau national, une Action catholique de type italien, il est vrai: elle donnera des catholiques non évangélisés. Mais dès les années '30' on assiste également à l'éclosion d'une pensée sociale chrétienne, grâce surtout à l'influence de Jacques Maritain. On voit alors apparaître dans le laïcat et toute l'Eglise deux tendances contradictoires: d'abord le nationalisme catholique, intégriste et réactionnaire, tendance qui va inspirer les organisations intégristes brésiliennes d'extrême-droite qui seront florissantes après le Coup d'Etat de 1964; puis le social-christianisme, dont l'instigateur fut le grand écrivain chrétien Alceu Amoroso Lima et qui va inspirer l'Action catholique des années 1945-1960. C'est en effet vers 1948 qu'apparut l'Action catholique spécialisée: en passant du modèle italien, organisé par âge et par sexe au modèle franco-belge, organisé par secteurs ou classes sociales, les chrétiens engagés devenaient plus aptes à comprendre la réalité sociale, ce qui rendit possible dans l'Eglise une réflexion chrétienne à partir d'un engagement et d'une conscience sociale de classe.

En 1950, lors d'une semaine d'étude sur le problème agraire, les évêques montraient qu'ils étaient encore, sur ce point, plus proches des intérêts de l'oligarchie que de ceux des classes populaires: ils étaient même sur la défensive face à ces dernières. Ils ne faisaient donc pas encore le lien entre l'Evangile et le dynamisme libérateur de l'histoire.

Sous la période "désarrolliste", les choses commencèrent à changer. Une rencontre d'évêques du Nord-Est, en 1956, allait marquer la rupture avec l'oligarchie. Alors que dans la période précédente, elle représentait plutôt les intérêts des classes dominantes face à l'Etat, dorénavant elle défendrait plutôt les réformes de l'Etat

face aux classes dominantes. Le gouvernement de Kubitscheck favorisait la bourgeoisie industrielle contre les grands propriétaires, mais l'Eglise interpréta le projet "désarrolliste" comme un engagement avec les plus pauvres. Il n'en fallait pas davantage pour permettre aux secteurs les plus dynamiques de la base sociale de l'Eglise de passer du problème social au problème politique.

Les principales manifestations de ce passage furent le congrès de la JUC (Jeunesse Universitaire Catholique), en 1960, suivi de la radicalisation du mouvement étudiant et la participation politique avec les marxistes; la création du mouvement d'éducation de base en milieu paysan et rural, grâce auquel l'église voulait conscientiser les paysans, alors que, de fait, ce sont les paysans qui ont alors conscientisé l'Eglise; et, finalement, ce fut la publication de deux documents-clés de la Conférence Nationale des Evêques du Brésil en 1962-1963: "Plan d'urgence pour l'Eglise du Brésil" et la "Déclaration" qui en précise le contenu. On y faisait état du caractère inhumain du capitalisme, on appuyait les réformes agraires, fiscales, universitaires, administratives, etc...mises en oeuvre par le régime Goulart. C'est en quelque sorte une "troisième voie" entre capitalisme et marxisme qu'on y proposait, semble-t-il.

Mais on sait que le régime Goulart fut renversé en 1964 par les militaires qui détiennent toujours le pouvoir. Quelle fut l'attitude de l'Eglise hiérarchique face à cette dictature inspirée par la doctrine de la Sécurité Nationale? Il faut hélas reconnaître qu'un secteur majoritaire des évêques donna aux militaires une légitimité conditionnelle, mais une légitimité quand même! En fait, on cherchait à combiner la non-rupture avec l'Etat en légitimant l'action militaire qui impose l'ordre et la non-rupture avec la base populaire en défendant l'action de l'Eglise dans sa lutte pour la justice sociale. L'Eglise était donc intérieurement déchirée entre l'exigence de l'ordre et celle de la justice. L'Eglise ne voulait certes pas renoncer aux exigences évangéliques de la charité et de la justice, mais elle acceptait de subordonner ces exigences à l'ordre imposé par l'autorité militaire reconnue comme "légitime". Les circonstances allaient progressivement faire voir les contradictions d'une telle entente.

Dans l'intervalle, le congrès national de JOC-ACO réalisé à Recife en 1968 allait consacrer la radicalisation du secteur des travailleurs, tout comme la chose s'était produite antérieurement dans le monde étudiant et chez les paysans. On ne manqua pas de porter un jugement catégorique sur le système socio-économique maintenu et fortifié par les militaires: "Le capitalisme est intrinsèquement pervers, car il empêche le développement intégral de l'homme et le développement solidaire du peuple!" Face à l'Eglise, les participants du congrès manifestèrent leur rejet du modèle de chrétienté et affirmèrent un christianisme libérateur. Ceci les amena à faire une distinction très importante dont l'impact dure encore: autre chose est l'institution ecclésiastique, qui est le peuple fait signe, sujet de la volonté rédemptrice de Jésus-Christ et de la conscience critique du prophétisme, autre chose est l'institution ecclésiastique, qui peut même devenir un obstacle au développement de l'institution ecclésiastique. Lors du congrès, mais aussi par la suite, on aura soin d'éviter un affrontement avec la hiérarchie, par "repli tactique". Un fait nouveau au Brésil, qu'on retrouvera ailleurs, fait donc son apparition: l'affrontement avec l'institution ecclésiastique n'entraîne pas une rupture avec l'institution ecclésiastique et chrétienne vécue à l'intérieur d'une pratique politique de libération. De fait naîtra notamment la théologie de la libération.

l'église qui naît du peuple

Voilà qu'en 1973 apparurent deux textes d'évêques extrêmement importants, deux textes qui expriment, résument et interprètent un courant d'Eglise qui oriente l'histoire dans un sens autre que celui qui est imposé par les militaires et par une Eglise qui va à la dérive de l'Etat de Sécurité Nationale. Le premier s'intitule: "J'ai

entendu les clameurs de mon peuple" (dix-huit évêques du Nord-Est); le second: "Marginalisation d'un peuple: le cri des Eglises" (six évêques du Centre-Ouest). D'autres textes semblables s'ajouteront, dont "Exigences chrétiennes pour un ordre politique" (toute CNBB, en 1977) et "Fraternité et violence" (les évêques de l'Etat de Sao Paulo, en novembre 1980).

Ces textes expriment la force sociale, politique, morale et prophétique qui a été accumulée au cours des années précédentes. A partir de 1973, cette force s'est exprimée de façon publique et ecclésiale à partir de la lutte des opprimés. On y découvre une Eglise proche des problèmes vitaux du peuple: terre, maison, travail, santé, la prise de conscience, la communauté de base, etc. L'Eglise populaire ou, comme on dit là-bas, l'Eglise qui naît du peuple, est une Eglise où le peuple parle sans intermédiaire, une Eglise qui rompt avec la dépendance et qui se fait responsable d'elle-même, une Eglise qui libère toutes les potentialités révolutionnaires de la culture et de la religiosité populaires, une Eglise qui assume tous les risques de l'engagement, une Eglise qui cherche le salut dans la lutte pour la justice.

Dans le document "Marginalisation d'un peuple", on trouve à la fois le projet et la structure fondamentale de cette Eglise populaire. En effet, c'est en donnant la parole à un paysan que le texte débute. Son témoignage conduit à l'analyse de la réalité brésilienne, après quoi, conscient de la nécessité de changement, on affirme que c'est le peuple qui doit être le sujet de ces transformations révolutionnaires: "Il nous faut gagner sur "la peur du changement", il ne faut pas reculer devant les menaces des maîtres de l'argent ni se laisser embarquer dans les faux-fuyants des camarades apeurés par ces menaces: il faut croire dans la force du peuple, croire que nous sommes capables de faire des lendemains qui chantent." Et c'est dans une telle situation que le document analyse ce qu'est et doit être l'Eglise. Puis à partir des contradictions de la réalité sociale et politique, il fait une relecture de l'Evangile et des documents du Magistère: il prend alors conscience de sa mission comme Eglise à l'intérieur du processus de libération des opprimés.

On aura une bonne idée d'ensemble de cette Eglise qui naît du peuple en suivant les rencontres nationales successives des Communautés ecclésiales de base, et dont les Informations Catholiques Internationales rendent toujours compte (p.e. pour celle de 1981, voir CIC 563 (15 juin) p. 30s. On peut y lire notamment le témoignage du Cardinal Lorscheider: "L'Esprit qui anime les CEB...est celui d'une profonde communion ecclésiale. L'Eglise du Brésil est ici représentée dans son entier: laïcs, agents de pastorale, évêques, en communion les uns avec les autres. Non, ces chrétiens ne sont pas des contestataires, ils sont la partie la plus dynamique de l'Eglise." Le pape avait donc raison de se laisser ému par une telle Eglise. Et l'appui qu'il lui a apporté est un signe de plus qui montre qu'une telle Eglise a un avenir.

AVANT



APRÈS



Ceux et celles qui désirent approfondir l'histoire de l'Eglise brésilienne peuvent consulter les sources de cet article --

Richard, Pablo, Mort des chrétientés et naissance de l'Eglise, Centre Lebrét, Paris, 1978.

Libanô, J.B. L'Eglise du Brésil après la visite du Pape, dans Etudes, décembre 1980, pp. 653-666.

NOUVELLES EN BREF

GUATEMALA

Le 2 octobre, les jésuites d'Amérique centrale ont publié une note concernant les étranges déclarations du P. Pellecer.

Pendant les 113 jours de réclusion, personne ne peut "garantir l'intégrité physique et psychique de sa personne durant une si longue réclusion." Durant celle-ci et après, "aucun médecin n'a pu témoigner de son état de santé." D'autre part, les Corps de sécurité ont "systématiquement nié à sa famille" qu'ils détenaient le P. Pellecer. Le long séjour en prison a été "nécessaire pour préparer le P. Pellecer à faire de telles déclarations et à organiser le contenu de celles-ci."

Le but des déclarations? "...préparer une persécution encore plus grande contre la Compagnie de Jésus et l'Eglise du Guatemala." En tout cas, la Compagnie "rend le gouvernement du Guatemala responsable de ce qui peut lui arriver"; elle exige que le prisonnier soit livré "aux autorités ecclésiastiques du Guatemala ou à une organisation internationale telle que la Crois-Rouge." ("Ecclesia", Madrid, 10-10-81 et D.C. du 1-11-81)

HONDURAS

Les 9, 10 et 11 septembre, Mgr Oscar Andrés RODRIGUEZ, administrateur apostolique du diocèse de Santa Rosa de Copan, a visité les réfugiés salvadoriens dans le secteur de Lempira..

Il a vu et entendu, à La Virtud, à 7km de la frontière, le jeudi 10, à 6h30 du matin, des avions de la FAS (Force aérienne salvadorienne) bombarder des populations proches du fleuve...

Le soir, à 22h30, une rafale brutale et prolongée l'a réveillé, au début sur la porte de la maison du curé, contigue à celle du commandant militaire. La première rafale a brisé la vitre avant de la voiture de l'évêque. Les tirs se sont prolongés dans les principales rues de Guarita jusqu'à 23 heures.

Les réfugiés affirment que les autorités honduriennes les font pénétrer à l'intérieur du pays afin qu'ils ne se rendent pas compte de la collaboration militaire permanente entre l'armée hondurienne et salvadorienne... ("CRIE", Mexico, 22-10-81)

HONDURAS

Suite aux événements tragiques de la deuxième quinzaine de novembre (un bénévole de CARITAS assassiné et une trentaine de réfugiés enlevés), les organismes humanitaires, par la voix de CEDEN, ont demandé aux Eglises nord-américaines d'assurer la présence d'observateurs internationaux dans les camps. Des délégués des Eglises canadiennes et américaines se relayeront régulièrement durant tout le mois de décembre. Denis Fontaine, du Comité Chrétien, et Sandra Pentland, du YMCA, qui avaient visité ces mêmes camps en avril dernier, feront partie de l'une ou l'autre équipe.

MONTREAL

Le 21 novembre dernier, une célébration eucharistique à la mémoire des réfugiés haïtiens qui ont péri au large des côtes de la Floride rassemblait plus de 500 personnes à la Cathédrale de Montréal. L'homélie a été prononcée par Denis Fontaine, coordonnateur du Comité Chrétien. Le texte est disponible sur demande au Comité Chrétien.